



# Un moment de vérité pour un budget d'injustice... Et une année blanche qui va mettre en péril la fonction publique

**L'UNSa Justice** réagit aux annonces du Premier ministre sur le budget 2026.

Sur un fond de discours très et trop anxiogène, rempli de libéralisme, le Premier ministre, François Bayrou a présenté un budget d'écrasement de la fonction publique.

Ce sont la fonction publique et ses agents qui vont faire l'objet des principales économies budgétaires avec, entre autres :

- Une nouvelle année blanche en matière de rémunération, sans mesure salariale, ni générale, ni catégorielle ;
- La suppression d'au moins 3 000 postes d'agents publics de l'État ;
- Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ;
- La suppression d'agences ou d'opérateurs ;
- La mise à contribution importante des collectivités territoriales alors qu'elles assurent un service public de proximité...

À ces mesures s'ajoutent toutes celles qui toucheront tous les Français comme la suppression de 2 jours fériés ou la hausse du plafond annuel de la franchise médicale à 100 euros..., provoquant un sentiment d'injustice.

**L'UNSa** estime que d'autres sources d'économies sont possibles comme les aides directes aux entreprises sans aucune contrepartie, sans aucun contrôle, estimées à 200 milliards par le Premier ministre lui-même. D'autres pistes peuvent être mises en place comme une taxe sur les ultras-riches.

Indépendamment des projections de cadrages budgétaires pour 2026, visant le périmètre « Justice » qui sauvegarderait sa masse salariale avec un plafond d'emplois en augmentation, eu égard au respect de la LOPJ et aux besoins de comblement du trou abyssal d'emplois vacants, il n'en demeure pas moins que globalement, le budget 2026 qui découlera des annonces de François Bayrou affaiblira les services publics et la fonction publique, le pouvoir d'achat des agents, tout en portant atteinte à leurs Droits sociaux.

Par conséquent, à ce stade, **L'UNSa Justice** prend acte des éléments visant le plafond de dépenses du projet de loi de finances pour le ministère de la Justice (en augmentation de +0,2%), mais exige du gouvernement de revoir sa copie sur les atteintes portées à nos Droits et acquis sociaux ainsi qu'aux conséquences douloureuses d'une année blanche.

**L'UNSa Justice**  
**l'action utile !**

Paris, le 16 juillet 2025

Le Secrétaire général  
Jean-François FORGET